

# REVIENT SUR LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ DE 1967 a été dupé

En substance, au cours de cette réunion, tous, je dis bien tous les grands dignitaires de l'armée avaient pris l'engagement solennel d'appuyer les revendications du chef d'état-major et de les appuyer, si nécessaire militai- rement, dans le cas où H. Boumediène man- querait à la parole qu'il leur a donnée de réunir le Conseil de la révolution sans exclure per- sonne afin de faire passer dans les actes les engagements pris le 19 juin.

Cette promesse de H. Boumediène était (nous venons de le voir) assortie d'un souhait : faire sortir d'Alger le 1<sup>er</sup> bataillon de chars afin de «décongestionner l'atmosphère et pouvoir travailler dans le calme et la sérénité». On sait ce qu'il est advenu de ces belles paroles une fois les forces fidèles au chef d'état-major éva- cuées sur El- Asnam.

Le lecteur pourra s'étonner de la crédulité de T. Zbiri qui s'est laissé désarmer sur de simples belles paroles. Il faut, cependant, tenir compte de la volonté du chef d'état-major de tout tenter pour éviter l'effusion de sang et de donner toutes ses chances au dialogue. Il ne voulait à aucun prix que le mouvement dont il était l'initiateur soit suspecté d'être de nature putschiste. Il faut également considérer que les militaires qui ont promis d'agir étaient soit ses adjoints à l'état-major (A. Bensalem et Abbès) soit des hommes qui lui devaient leur grade (M. S. Yahyaoui) ou bien qui, pendant des mois, l'avaient harcelé pour qu'il prenne une initiative (Saïd Abid).

Passer outre, douter de leur parole aurait signifié pour Zbiri prendre immédiatement le parti d'agir seul en recourant au coup de force. Quelque temps plus tard, le 13 décembre, T. Zbiri doit se rendre à l'évidence : Boumediène ne cédera sur rien. Son refus de tenir compte de la volonté de la majorité des membres du conseil de la révolution s'apparente à un coup d'Etat. C'est un coup d'état ! Le nième de sa carrière !

## 4. Alea jacta est...

Dans la nuit du 13 au 14 décembre 1967, le chef d'état-major décide de passer outre l'obstruction et de provoquer une réunion du Conseil de la révolution à Blida sous la protec- tion des unités de l'armée qui lui sont fidèles. Les membres du Conseil de la révolution pré- venus commencent à arriver à Blida. Le colo- nel Hassen est déjà aux côtés de Zbiri. Salah Boubnider se trouve au siège de la mouhafad- ha du FLN. Mohand Oulhadj prend le départ au matin du 14, mais arrêté à un barrage, il est contraint de rebrousser chemin. Ali Mendjeli, que je suis allé personnellement inviter à rejoindre les autres, argue de la peur d'être

reconnu et arrêté pour proposer, étran- gement, une dernière tentative de conciliation avec Boumediène, alors que c'était lui qui avait accéléré la dynamique de la crise.

- Mais les chars ont fait mouvement ? ai-je répondu.
- Peu importe ! reprit-il.
- Pour recueillir le travail des autres ? l'ai-je cinglé.
- Je crains d'être arrêté en cours de route, je préfère attendre que les troupes arrivent à Alger avant de me faire voir.

Echange surréaliste. J'ai eu comme un ver- tige, est-ce bien l'homme qui, la veille encore, fulminait contre le régime et plaidait pour le recours à la force ? me suis-je demandé.

En ce qui concerne cette réunion du Conseil de la révolution, j'affirme que tous les membres de ce directoire étaient d'accord pour la tenir, sauf Ahmed Medeghri, Abdallah Belhouchet, Ahmed Bencherif, Houari Bou- mediène et A. Chabou bien sûr.

## 5. Le pont de Bouroumi

L'échec militaire a des causes politiques et psychologiques. La décision prise dans l'ur- gence de faire converger les unités vers Blida après la période de «décontraction» due à la conviction que tout était rentré dans l'ordre (après que les blindés de Tahar Zbiri eurent quitté Alger) n'a pas permis de mettre en place les coordinations indispensables pour une telle opération. En face, les parades étaient préparées depuis longtemps par A. Chabou.

Sur le pont de Bouroumi, à quelques kilo- mètres de Mouzaïa, en route vers Blida, les unités blindées et deux bataillons des forces terrestres ont fait leur jonction. Ils attendent Zbiri. En face, Rachid Medouni, Cherif Djoghri et Mustapha Seïs, respectivement directeur du génie militaire, directeur de l'intendance et directeur de la DASC (Direction de l'adminis- tration et des services communs) ont position- né les élèves des écoles du génie, du matériel et des transmissions. Ces jeunes gens ont été ramenés sous le prétexte du tournage d'un film ! Les élèves du génie ouvrent le feu sur les chars du 1<sup>er</sup> Bataillon, croyant tirer à blanc. La riposte d'un BTR coûtât la vie à deux adju- dants et fit quelques blessés. Les jeunes djou- nouid prirent la fuite pour se positionner un peu plus loin. A 7h30, le 15 décembre, Slimane Hoffman, à partir de la tour de contrôle de l'aé- roport militaire de Boufarik, a le premier écho de l'intervention des MIG qu'il vient de lancer sur la colonne blindée. Un des avions piloté non par des instructeurs russes mais bel et bien par un officier algérien a fait un massacre dans les rangs des jeunes élèves de l'école de

génie militaire : 63 morts ! Les MIG 17 et les MIG 21 qui sont intervenus ont une puissance de feu terrifiante. Elle ne fut pas utilisée contre les forces du chef d'état-major, ce qui provo- quera la fureur de Slimane Hoffman : «Vous n'êtes que des biffins, pas des pilotes !» leur lancera-t-il. Plus tard, Hoffman préparera des dossiers pour faire passer certains des pilotes devant le tribunal militaire. La plainte n'abouti- ra pas de crainte de démontrer que les pilotes algériens avaient refusé de tirer sur leurs frères de l'ANP.

De toute façon, le retard mis dans l'occu- pation du siège de la 1<sup>re</sup> Région militaire a été l'élément déterminant de l'échec. Le 15 décembre tout était joué.

Lorsque Tahar Zbiri, guidé par un cadre de la Wilaya IV historique et accompagné par Mohamed Maarfia, rejoindra par des chemins de traverse ses unités qui s'étaient position- nées sur le pont de Bouroumi et qu'il constatera le massacre fait dans les rangs des élèves de l'école du génie postés là et offerts en cible aux MIG pour montrer comment «Zbiri et ses complices assassinent les fils du peuple» ; lorsqu'il évaluera ce que coûtera la confronta- tion à la population civile et aux forces de l'ANP d'un côté comme de l'autre, il donnera l'ordre d'arrêter la progression et il dira en sub- stance : «Le sang que Boumediène a versé retombera sur sa tête. Quant à moi, j'assume ma part de responsabilité !»

## 6. Un juge d'instruction atypique

Après l'échec du mouvement, cette impli- cation de la majorité des membres du Conseil de la révolution dans le mouvement de redres- sement lancé par le chef d'état-major a été mise en évidence par l'instruction menée par le lieutenant Mohamed Touati. Ce dernier, pre- nant courageusement le contre-pied de la véri- té officielle, a remis les choses à l'endroit en convoquant dans son bureau les personnalités qui étaient du côté de Zbiri, essentiellement les anciens chefs de wilaya.

Les autres, de Draia à Abdelghani en pas- sant par A. Bensalem et Abbès ont fait l'objet d'enquêtes internes plus ou moins discrètes. Nous fûmes longuement interrogés à leur sujet par la SM.

Lorsque s'abattit sur moi le silence strident du cachot et la morsure des fers aux poignets, un autre moi-même, l'idéaliste hier encore éperdu d'illusions, refusant l'insoutenable évi- dence, interrogera le juge :

- Qu'est-ce que la justice ? Pourquoi les mêmes hommes qui ont fait le 19 juin, qui a renversé un président élu et qui ont été félici- tés, sont-ils aujourd'hui traînés devant vous ?

Vieille question... vieux dilemme !... En élargissant le champ d'investigation, Mohamed Touati a rompu l'isolement des offi- ciers incarcérés. «Le quarteron d'officiers ignares liés par des liens tribaux» deviendra la crise du Conseil de la révolution, une affaire politique majeure.

Menée en son âme et conscience par Touati, cette instruction probe permettra aux avocats de la défense de plaider un dossier autre que celui concocté dans le bureau de Chabou : ils plaideront le dossier de jeunes officiers qui voulaient simplement remettre de l'ordre dans leur pays.

L'explication du «mouvement fomenté par des officiers ignares» a eu la vie longue, à telle enseigne que Chadli Bendjedid (qui s'y connaît) la reprendra à son compte au cours d'une de ses interventions publiques (col- loque consacré à Amara Bouglez à Tarf ). L'ancien président de la République se félicite- ra à cette occasion de l'échec du mouvement du 14 décembre, lequel, a-t-il affirmé, «aurait conduit le pays à la catastrophe s'il avait réus- si». Je dirai, pour ma part, que si la dictature d'un clan arrogant et brutal avait pu être évi- tée, en 67, l'Algérie se serait épargnée octobre 88, la faillite économique, le salafisme, la déconfiture diplomatique, la corruption généra- lisée et le terrorisme ravageur. Y a-t-il catas- trophe plus grande que celle-là, Monsieur le président ?

Une image m'est restée de l'ancien chef de la 2<sup>e</sup> Région militaire (roi de la République lorsque l'Algérie était devenue le pays des aveugles) celle du jour où il a fait une inspec- tion dans l'enceinte de la sinistre prison de Sidi El Houari, à Oran. Passant droit et raide devant les moudjahidine dont certains étaient ses compagnons à la base de l'Est, il n'eut pas un mot de sympathie ou de compassion.

Au contraire, sur son ordre, le soir même, on nous replongera dans l'horreur des cellules suintantes d'eau dont Mohamed Touati nous avait tirés. Je ne peux clore ce paragraphe sans rendre hommage au courage de ces avo- cats et en particulier de Aziz Benmiloud et de Ali Haroun (je suis sûr que Aziz Benmiloud continue de plaider pour les innocents à la droite du Seigneur.

Paix à sa grande âme !). Quant à Ali Haroun, exemple de la constance dans la défense du droit de l'Algérie à être le pays des droits de l'homme, il a prononcé une sentence prophétique : «En condamnant ces jeunes offi- ciers, vous condamnerez l'Algérie à la dictatu- re et à la ruine morale !» Cinquante ans plus tard, où on en est-on ?

M. C.

# La famille de Saïd Abid nous écrit

Au nom de la famille du chahid Saïd Abid, je vous prie de bien vouloir publier ce droit de réponse à M. Mohamed Maarfia pour ses articles des 10, 11, 12 et 13/10/2011.

Monsieur,

Vos affirmations vont dans le sens de l'entreprise de falsifi- cation de l'histoire de notre pays et dont le dernier feuilleton a été la publication du livre de Monsieur Tahar Zbiri.

Contrairement à vos affirmations, tous ceux qui ont vécu les douloureux événements de décembre 1967 s'accordent à dire que le chahid Saïd Abid a voulu au prix de sa vie empêcher un affrontement entre frères et compagnons d'armes, et éviter des victimes parmi les populations civiles de la région d'El-Affroun qui n'étaient en aucun cas concernées par votre sinistre aven- ture.

Vous portez atteinte à la mémoire de Saïd Abid par des prop- os outrageux, faux et honteux. «Il n'a jamais connu d'autres épreuves que celles que procure le relatif inconfort des bivouacs précaires de la frontière....

Vous insultez sa mémoire et celle de tous les chouchada de la zone opérationnelle sud que commandait le chahid Salah Soufi et dont les adjoints étaient Saïd Abid et Si Mohamed Alleg en qualifiant les camps de l'ALN à la frontière algéro-tunisienne de bivouacs précaires où il y avait un relatif inconfort. Votre indécence (grave pour un moudjahid) vous poussera-t-elle un jour à considérer la traversée de la ligne Morris et les champs de mines comme une balade de santé et les camps de l'ALN un camping du club Méditerranée ?

Vous ironisez en écrivant : «Saïd Abid, ancien petit employé

de banque, bardé d'un modeste certificat d'études.» Parce que vous ne semblez pas bien connaître le fait colonial, malgré votre participation à la guerre de Libération.

Nous nous permettons de vous rappeler qu'avoir le certificat d'études primaires et travailler au Crédit lyonnais relevait du miracle pour un Algérien de la génération de Novembre et que ceux qui avaient la chance d'aller au lycée ou à l'université étaient en grande partie issus des familles privilégiées pour leur fidélité, leur allégeance et leur collaboration avec la France.

Nous vous invitons à lire les extraits des témoignages de Messieurs Chadli Bendjedid, Ahmed Taleb El-Ibrahimi et Hocine Aït Ahmed pour vous faire une vraie idée sur ce que fut le moudjahid Saïd Abid.

1 - Le Président Chadli Bendjedid lors du séminaire sur la base de l'Est à El-Tarf :

**Sur la fin du conflit entre le colonel Chabani Allah yarha- mou et le pouvoir de Ben Bella :**

La fin de la rébellion de Chaâbani contre le pouvoir de Ben Bella a été solutionnée pacifiquement. Chaâbani est retourné à Biskra où je m'étais également rendu en tant que chef de la 5<sup>e</sup> Région militaire. Chaâbani s'est rendu au sud. Il a demandé de rendre ses armes à Saïd Abid.

**Sur la demande de grâce du colonel Chabani :**  
Nous avons chargé Saïd Abid, en tant que commandant de la 1<sup>re</sup> Région, de prendre attache avec Ben Bella pour lui demander de commuer la peine de mort en peine de prison. Mais Ben Bella a non seulement refusé catégoriquement notre requête, mais a insisté pour l'application de la sentence telle

que décidée par le tribunal, considérant que le verdict ne pou- vait donner lieu à un pourvoi en appel. Lorsque Saïd Abid l'a contacté de nouveau, Ben Bella lui a répondu nerveusement : «Je vous ai dit exécutez-le cette nuit.» Il a insulté Saïd Abid et a même insulté sa mère, et lui a dit : «Je t'interdis de me contac- ter une autre fois», et il a raccroché.

**2. Monsieur Ahmed Taleb El-Ibrahimi dans ses mémoires, p 201 :**

«Le dimanche 27 août, ce dernier sonne à ma porte (Saïd Abid). J'en suis d'autant plus heureux que je le considère comme l'un des membres du Conseil de la révolution les plus aptes à soutenir une conversation de haut niveau, un moudja- hid qui n'a pas été "pollué" après les premières années de l'in- dépendance». Au cours d'une longue randonnée à travers l'im- mense forêt de cèdres de Chréa, il dresse un réquisitoire contre les agissements de certains collaborateurs de Boumediène qui, dit-il, ne tiennent aucun compte des critiques qui s'élèvent de toutes parts à leur sujet.

**3. Monsieur Hocine Aït Ahmed dans son livre l'affaire Mecili, p. 155 :**

(...) J'en connaissais le chef, le commandant Saïd Abid, dont l'intégrité, la compétence et le patriotisme étaient notoires en Algérie. C'était un des rares anciens maquisards nantis d'un bon niveau intellectuel et politique, et de ce fait ouvert et sans complexe.

**Khaled et Mourad Abid, fils et frère du chahid Saïd Abid**